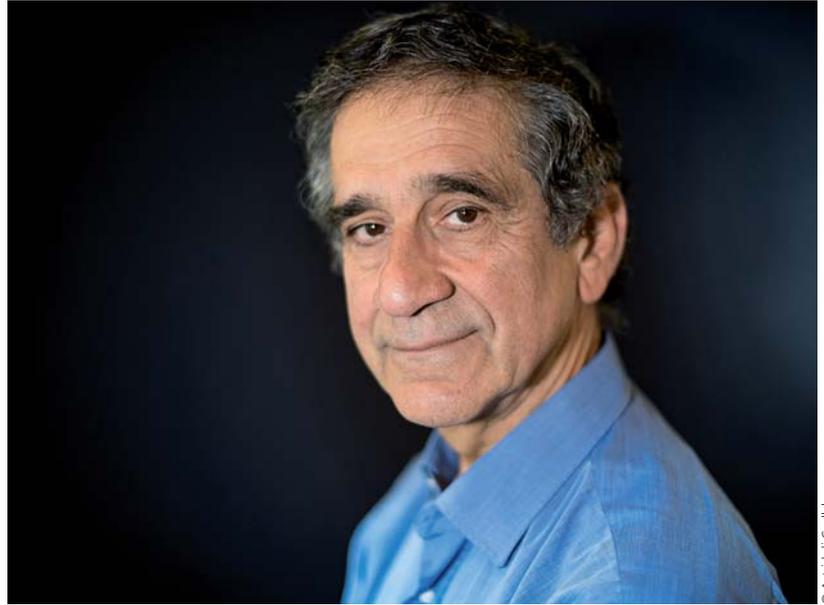


Des comportements défiant la laïcité laissent craindre une radicalisation à caractère islamiste de la part des jeunes, et parfois très jeunes, Français. Une réalité qu'il faut regarder en face sans pour autant verser dans une lecture qui prêterait le flanc aux amalgames caricaturaux et stigmatisants. D'autant que les motivations de jeunes en voie de radicalisation répondent à des contextes et des logiques diverses. Cela nécessite donc un panel de réponses qui vont de la fermeté la plus stricte sur nos valeurs républicaines jusqu'à l'accompagnement social, certains de ces jeunes apparaissant d'abord "en danger" avant d'être "dangereux".

RADICALISATION COMPRENDRE POUR AGIR

PAR OLIVIER VAN CAEMERBÈKE

Farhad Khosrokhavar,
directeur d'études à
l'École des hautes
études en sciences
sociales (EHESS) et de
l'Observatoire
de la radicalisation
à la Maison des sciences
de l'homme.



© Astrid di Collianza

Ce 9 octobre, *Europe 1* révélait le contenu d'une note "ultra-confidentielle" des services de renseignement des cas de "communautarisme musulman" dans les établissements scolaires. Le document évoque des enfants qui refusent de dessiner des représentations humaines, qui se bouchent les oreilles lorsque de la musique est diffusée en classe, des garçons qui refusent de donner la main aux petites filles ou d'autres qui refusent d'aller à la piscine de peur de "boire la tasse" et de casser leur jeûne.

Deux jours plus tard, c'était le ministère de l'Éducation nationale qui annonçait le chiffre d'un millier de cas d'atteintes à la laïcité signalés entre avril et juin derniers dans les établissements scolaires. Pointés par le ministère : des ports de signes et tenues à caractère religieux, des contestations d'enseignement ou encore du prosélytisme religieux. Là aussi, la nature des faits et leurs gravités sont hétérogènes.

Ainsi 600 cas n'ont pas nécessité l'intervention des coordonnateurs des équipes "laïcité et fait religieux de l'Éducation nationale. Mais l'origine des signalements surprend, car ils concernent presque autant l'école (36 %) que les collèges (44 %)... loin devant les lycées (20 %). "S'agissant d'enfants qui sont petits, on ne peut pas dire que ce soient eux les auteurs d'atteintes aux principes de la laïcité, a commenté le ministre Jean-Michel Blanquer, mais ils sont révélateurs d'un contexte de pression contre la laïcité". Sans en nier la réalité ni tomber dans un amalgame caricatural, il apparaît urgent d'apprécier à sa juste mesure ce phénomène, urgent aussi

d'en comprendre les ressorts et de mettre en face des réponses adaptées.

DÉFINIR LA RADICALISATION ET SES RESSORTS

"La radicalisation se définit comme la combinaison d'une idéologie extrémiste et d'une action violente", explique Farhad Khosrokhavar. Sociologue, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et directeur de l'observatoire de la radicalisation à la Fondation Maison des sciences de l'homme, Farhad Khosrokhavar est l'un des plus grands spécialistes de cette question. Auteur d'une trentaine d'ouvrages, il a publié en mai dernier *Le Nouveau jihad en Occident* (Robert Laffont). "Lorsqu'un musulman refuse de serrer la main d'une femme, ce n'est pas de la radicalisation au sens des sciences sociales, mais du fondamentalisme religieux". Reste que, dans l'usage courant, celui de la rue, le mot prend une acceptation plus large et se définit alors comme l'adoption de comportements liés à une idéologie extrémiste (politique, social ou religieuse) qui entend rompre avec les valeurs en place dans un pays. Les chercheurs qui travaillent sur le phénomène de la radicalisation émettent des hypothèses sur ses racines. Deux grandes thèses se distin-



guent, portées par les politologues, Gilles Kepel et Olivier Roy. Le premier défend l'idée d'une "radicalisation de l'Islam", notamment née d'une lecture salafiste du Coran. Le second, Olivier Roy, défend l'idée d'une "islamisation de la radicalité", l'Islam ne serait alors que le prétexte d'une révolte armée.

Sur le terrain médiatique, les deux islamologues se livrent à une bataille d'idées depuis plusieurs années. "Car ces approches sont totalement antagoniques, souligne Farhad Khosrokhavar. Pour Olivier Roy, dont je suis proche, l'Islam est un prétexte plus qu'une raison fondamentale,

logique ni un pur phénomène théologique, insiste le directeur de l'EHESS, d'où l'importance de faire de la sociologie religieuse" et donc comprendre le fait religieux dans le cadre de son contexte social.

CONNAÎTRE LES JEUNES RADICALISÉS

Le souci de mieux appréhender le phénomène de radicalisation pousse les chercheurs vers l'étude du comportement de ces adolescents qui inquiètent les services de renseignement et le ministère de l'Éducation Nationale. Ainsi, le directeur des recherches du CNRS Olivier Galland, les a interrogés dans le cadre d'une enquête qui a secoué les certitudes (voir ci-contre). Un travail selon lequel 32 % des jeunes musulmans peuvent être qualifiés d'absolutistes en matière de religion et, sur un autre registre, que seuls 39 % ne sont "pas du tout d'accord" avec l'idée que le rôle principal des femmes "est de s'occuper de la maison et des enfants". S'ils ne peuvent encore être qualifiés de "radicalisés", ces jeunes pourraient en prendre la voie.

Selon Farhad Khosrokhavar, les trois-quarts de ceux qui se radicalisent en France sont des jeunes de banlieues d'origine immigrée, de conditions socioéconomiques précaires et ayant, pour un certain nombre, un passé de petits délinquants. Beaucoup sont, au départ, peu islamisés et découvrent le radicalisme religieux sur Internet. Cet islam radical leur sert de socle pour légitimer leur guerre contre la société. Les autres sont issus des classes moyennes. Ceux-là n'ont généralement pas de passé de délinquants et leur motivation diffère. "Alors qu'il existe dans le premier groupe un sentiment de stigmatisation fort, complète Farhad Khosrokhavar, ce qui prédomine ici c'est une réaction à l'absence de projet de société. Ces jeunes radicalisés sont sensibles à cette 'nouvelle utopie' qui annonce un nouveau califat, l'établissement d'une justice mondiale, le paradis sur terre..."

DES POSTURES CHEZ LES MINEURS

Laurent Bonelli et Fabien Carrier sont respectivement maître de conférences en science



© iStock

Début 2018, 1 200 Français se trouvaient encore en zone irako-syrienne.

c'est une haine de la société qui s'exprime par le médium religieux. Pour Gilles Kepel, l'islam est central. En ce qui me concerne, j'essaie de montrer comment s'articulent ces deux thèses, tout antagoniques qu'elles soient. Dans un livre sur la radicalisation dans les prisons, j'ai montré que certains ont commencé par 'utiliser' l'islam pour servir leur radicalité avant de devenir les djihadistes les plus convaincus qui soient". Comme le laisse entendre l'expert, la frontière est poreuse et la réalité pas si dichotomique. D'autres chercheurs évoquent la dimension anti-impérialiste, des facteurs économiques et d'exclusion sociale ou encore disparition de projet politique transnational comme terreaux du fondamentalisme. "La radicalisation n'est ni un pur phénomène socio-

3 QUESTIONS À OLIVIER GALLAND, CHERCHEUR AU CNRS



Dans leur récent ouvrage *La Tentation radicale*, les sociologues Anne Muxel et Olivier Galland publient les résultats d'une enquête menée pour le CNRS auprès de près de 7 000 lycéens. Olivier Galland, directeur de recherche au CNRS, spécialiste de la jeunesse et des âges de la vie, nous la présente.

Le Jas : Quel a été votre cadre de travail ?

Olivier Galland : Cette

enquête s'inscrit dans l'appel à projets lancé, en novembre 2015, par le président du CNRS à la communauté scientifique. Cet appel portait "sur tous les sujets pouvant relever des questions posées à nos sociétés par les attentats et leurs conséquences et ouvrant la voie à des solutions nouvelles – sociales, techniques, numériques". Notre travail a consisté à mesurer le degré auquel les jeunes sont tentés d'adhérer à des idées radicales, que cela soit en matière religieuse ou en matière politique.

Le Jas : Comment avez-vous procédé ?

O. G. : Nous avons fait passer un questionnaire à 7 000 lycéens de classe de seconde, des académies de Lille, Créteil, Dijon et Aix-Marseille scolarisés dans 23 lycées, généraux comme professionnels.

Disons-le tout de suite, notre échantillon n'est pas représentatif de la population. Nous avons en effet choisi de surreprésenter certaines catégories, puisque une partie des lycées retenus sont situés en "zone urbaine sensible" où se trouve une plus forte proportion de jeunes issus des milieux populaires, issus de l'immigration, et de confession musulmane. Dans notre échantillon, 26 % jeunes se disaient de confession musulmane, 24 % chrétiens et enfin 41 % de jeunes sans religion. C'est cette diversité que nous recherchions afin de pouvoir comparer les réponses.

C'est une enquête exploratoire et inédite à cette échelle car dans le paysage des sciences sociales sur la radicalité, on dispose surtout d'études anthropologiques qualitatives. Elles sont riches, mais ne permettent pas d'identifier les liens possibles entre les différents facteurs pouvant expliquer le phénomène de radicalisation.

Le Jas : Quels sont les principaux enseignements que vous en tirez ?

O. G. : Dans le domaine religieux, nous avons mesuré ce que nous appelons l'absolutisme, une conception de la religion anti-relativiste ("il y a une seule vraie religion") et qui considère que la religion domine le monde séculier. Par exemple, 81 %

estiment que la religion a raison contre la science pour expliquer la création du monde. Les lycéens musulmans apparaissent aussi davantage marqués par une forme de non-modernité culturelle. Cela s'exprime par une intolérance plus grande à l'homosexualité ou encore par le fait que seuls 39 % des musulmans (et seulement 25 % des garçons musulmans) ne sont "pas du tout d'accord" avec l'idée que "le rôle principal des femmes est de s'occuper de la maison et des enfants". Au final, 6 % des chrétiens se révèlent absolutistes contre 32 % des jeunes musulmans.

Enfin, l'autre grand enseignement de l'enquête concerne l'étude des facteurs qui peuvent être associés à cet absolutisme religieux. On sait que les caractéristiques sociales et économiques des familles sont souvent mises en avant pour expliquer la montée du fondamentalisme. L'hypothèse souvent avancée est que les jeunes qui adhèrent à la radicalité religieuse sont "dominés" socialement, économiquement, sans perspective... Or nos résultats laissent apparaître que ces facteurs socio-économiques n'influent absolument pas sur l'adhésion ou pas à un absolutisme religieux. L'origine sociale des parents n'exerce aucune influence, mais c'est aussi le cas de la réussite scolaire qui ne joue pas de rôle sur cette adhésion. D'ailleurs, nous avons mesuré l'optimisme ou le pessimisme du jeune quant à ses perspectives de poursuivre des études après le bac et de trouver un emploi satisfaisant après l'école. Or, là encore, le fait qu'un jeune estime pouvoir trouver une place ou non dans la société, n'est pas corrélé avec son adhésion à des idées religieusement radicales. Nous avons cependant constaté que le sentiment de discrimination liée à l'origine ethnique ou la religion, exerce un effet qui pousse à l'absolutisme, mais celui-ci reste limité. Dans notre échantillon, qu'ils soient discriminés ou non, les jeunes musulmans sont toujours plus nombreux que les autres jeunes à adhérer aux idées radicales.

Le deuxième aspect de la radicalité étudié, c'est celui de la justification de la violence religieuse. Nous avons posé la question directe suivante : "Dans la société actuelle, d'après toi, est-il acceptable ou non de combattre les armes à la main pour sa religion ?". Si 11 % des lycéens répondent par l'affirmative, le chiffre monte à 20 % chez ceux qui se définissent comme musulmans. L'adhésion à l'absolutisme est très liée à la justification

de la violence religieuse, mais également à la tolérance à l'égard de la violence et de la déviance dans la vie sociale ordinaire.

En conclusion, notre étude invite à ne pas envisager ces jeunes uniquement d'un point de vue victimaire. La discrimination existe, mais la sociologie en la matière gagnerait à ne pas en faire un prisme d'observation exclusif.



"La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens" Olivier Galland, Anne Muxel (Paris, PUF, 2018)



© gouvernement.fr

Le Premier ministre a réuni, le 23 février, le comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation pour présenter le nouveau plan national de prévention de la radicalisation.

politique à l'université Paris Nanterre et chargé de recherche au Fonds de la recherche scientifique belge. Pour leur ouvrage *La Fabrique de la radicalité* (Seuil), ils ont eu accès aux dossiers de 133 mineurs impliqués dans des affaires de terrorisme ou signalés pour radicalisation. Ces 96 garçons et 37 filles ont, notamment, été jugés pour des départs en Syrie, des tentatives d'attentat, ou apologie du terrorisme. Ces auteurs, eux aussi, distinguent plusieurs profils et insistent sur celui qu'il nomme "de radicalité utopique" qui caractérise des adolescents issus de familles protectrices, ayant nourri de forts espoirs d'ascension sociale pour leurs enfants. Mais soulignent-ils, "l'essentiel des comportements classés sous l'étiquette "radicalisation" par les professionnels de la justice n'entretiennent guère de lien autre que discursif avec le djihadisme". L'écrasante majorité de ces mineurs adopteraient "des postures et des discours empruntés au répertoire djihadiste avant tout pour déstabiliser les adultes auxquels ils sont confrontés"⁽¹⁾. Une analyse que nuance Farhad Khosrokhavar pour qui ces attitudes sans idéologie structurée n'en sont pas moins dangereuses. "C'est une forme de défiance de l'autorité qui peut vite

être manipulée à des fins plus dramatiques. En l'absence de maturité de réflexion, le passage à la violence peut être d'autant plus rapide que l'adolescent a souvent moins d'inhibition que l'adulte".

RÉPONDRE À LA RADICALISATION

Face à l'extension de ces risques, la question de la réponse se pose de façon de plus en plus cruciale. Anthropologue et formateur-chercheur de l'Institut Régional du Travail Social Poitou-Charentes, David Puaud a apporté une contribution utile avec son ouvrage *Le spectre de la radicalisation* (éd. Ehesp). Dans celui-ci, il a, entre autre, cherché à comprendre ce qu'induit la radicalisation pour les acteurs de proximité qu'ils soient enseignants, travailleurs sociaux, bénévoles associatifs, animateurs socioculturels... "Si l'état d'urgence n'est plus d'actualité sur un plan administratif, il reste symboliquement, psychologiquement, très actif chez tout le monde, nous explique-t-il. Les acteurs de terrain n'échappent pas à cette modification de l'imaginaire social des jeunes radicalisés". En d'autres termes, le jeune radical islamiste aurait remplacé dans notre imaginaire collectif celui de la "racaille" d'hier ou du "loubard"

EN CHIFFRES

L'indicateur du nombre de personnes radicalisées en France provient du Fichier de traitement des signalements pour la prévention de la radicalisation terroriste. Créé en mars 2015, il recense les individus identifiés comme des radicaux religieux et exclusivement ceux-ci, à la différence de l'autre fameux fichier, celui des "fichés S".

Les derniers chiffres officiels publiés lors de la présentation du Plan national de prévention de la radicalisation, font état, au 20 février, de 19 745 personnes (dont 5 % de mineurs). Parmi elles, 11 000 sont considérées comme actives, 3 600 en veille et 4 600 ne nécessitant plus de surveillance.

L'État recense aussi 2 600 jeunes pris en charge et 800 familles accompagnées à travers le réseau des cellules préfectorales. Le ministère de l'Intérieur pointe que, début 2018, 1 200 Françaises et Français se trouvaient encore en zone irako-syrienne, dont 500 enfants et que près de 320 personnes en sont revenues depuis 2011.

d'autrefois. "Devant un jeune qui manifeste une forme de dérive, les professionnels vont se demander s'ils ont affaire à un jeune en danger ou un jeune dangereux ; ils vont être tiraillés entre une approche de type protection de l'enfance, de prévention de la délinquance ou de prévention de la radicalité."

Malgré ce contexte tendu, le chercheur insiste sur la qualité de l'engagement de ces professionnels à qui la société demande des réponses rapides qui, remarque-t-il, "est en contradiction avec le temps long nécessaire pour établir des rapports de confiance indispensable pour atténuer les risques de dérives identifiées. Mais partout, ceux-ci mettent en place au quotidien des 'stratégies de civilité' telles que des groupes de paroles, des séjours de ruptures, des échanges... des mesures pas toujours visibles, mais qui contribuent à contrer les replis identitaires et les tensions sociales".

Le 23 février, le gouvernement présentait son plan national de prévention de la radicalisation, baptisé "Prévenir pour protéger". À la clef, 60 mesures visant à réorienter la politique de prévention telles que le renforcement du contrôle des écoles hors contrat, une meilleure prise en charge des "revenants" mineurs, la

détection et la prise en charge renforcée des détenus radicalisés, l'éviction des fonctionnaires radicalisés ou encore des États généraux sur la psychologie, la psychiatrie et la radicalisation qui auront lieu début novembre.

S'il estime que des mesures vont dans le bon sens, Farhad Khosrokhavar regrette l'absence de dimension d'intégration. "Bien sûr, la société française reste traumatisée par les morts du terrorisme et investir temps et argent pour ces "gens-là" serait mal vu par l'homme de la rue. Mais ne pas mettre en place des outils de réadaptation à la société civile des jeunes radicalisés, d'éducation, d'organisation d'un contre-discours c'est prendre le risque de voir le sentiment de stigmatisations augmenter".

Dans son récent rapport sur la radicalisation, le think-tank "Vers le Haut" dédié aux jeunes et à l'éducation rappelle avec justesse que "c'est l'ignorance qui engendre le repli sur soi et la peur de l'autre. Ce sont la pauvreté culturelle, l'incapacité à penser par soi-même et à dialoguer sereinement qui facilitent la manipulation et le passage à la violence. Quand la France n'offre pas un cadre culturel à ses enfants, ils sont tentés d'en chercher un ou d'en reconstruire un, ailleurs. Sans tomber dans un nationalisme étroit et en respectant les histoires familiales, il est vital de donner aux jeunes générations des raisons d'aimer la France et d'y participer pleinement". Un "réarmement éducatif" pour lequel "Vers le Haut" livre ses pistes telles que renforcer la maîtrise du langage, premier rempart contre la violence et l'ignorance, une culture partagée pour répondre au besoin d'enracinement, le développement de l'enseignement de la laïcité et du fait religieux, ou encore favoriser la notion du "Servir ensemble" tel que le permet déjà le service civique et demain le Service national universel. "De toute urgence, nous devons tous nous mobiliser pour offrir à notre jeunesse les armes intellectuelles, culturelles, spirituelles et relationnelles, qui lui permettront de contrer la barbarie".

⁽¹⁾ *Le Monde diplomatique* du 6 septembre 2018